L'élection d'Ignazio Cassis à la présidence de la nouvelle association des assureurs-maladie curafutura, fondée en avril dernier, a également suscité le débat parmi les médecins. Dans le présent article, le conseiller national, ancien médecin cantonal du Tessin et ancien vice-président de la FMH nous explique les raisons de son choix et pourquoi il est important à ses yeux qu'un médecin s'engage dans ce domaine. Sa démarche nous semble être une contribution appréciable en faveur d'une communication transparente et d'une discussion ouverte. A ce titre, nous remercions Ignazio Cassis de nous présenter son point de vue.

La rédaction

curafutura regarde vers l'avenir

Ignazio Cassis

Président de curafutura

«Curare» signifie traiter, soigner. «futuro» signifie avenir. curafutura est donc synonyme d'une couverture des soins orientée vers l'avenir, et est le nom et le programme d'une association nouvellement créée dont je suis le président. curafutura a été fondée fin avril 2013 par les trois grandes assurances-maladie CSS, Helsana et Sanitas et s'est récemment déjà agrandie en accueillant la CPT. Dès 2014, ces quatre grandes assurances ne seront plus membres de santésuisse, l'association faîtière des assureurs-maladie suisses. Quelles conséquences cette évolution a-t-elle sur la santé publique en Suisse?

Je suis médecin spécialisé en médecine interne ainsi qu'en prévention et santé publique, et j'ai été pendant de nombreuses années médecin cantonal au Tessin. J'ai été président de l'organisation Santé publique Suisse et vice-président de la Fédération des médecins suisses (FMH). Par ailleurs, je m'engage pour la prévention et la promotion de la santé auprès de la Fondation suisse pour la santé Radix ainsi que pour un accompagnement de haute qualité des résidentes d'EMS auprès de l'association faîtière CURAVIVA Suisse. Selon la terminologie de la loi sur l'assurance-maladie, je viens du monde des fournisseurs de prestations.

«Le fait que je représente les deux parties – en plus de l'Etat – n'est pas bien compris partout.»

Chercher le rapprochement plutôt que l'affrontement

Mais pas seulement: je suis aussi politicien et, en tant que conseiller national PLR, je m'engage depuis des années pour une politique durable de la santé dans notre pays. Et me voilà donc maintenant aussi président de curafutura. Ce qui soulève des questions et réanime la confrontation (absurde) entre assureurs et fournisseurs de prestations. Ma motivation est la volonté de faire avancer les choses. Je me rappelle la leçon apprise au service militaire: «Celui qui identifie un problème et ne fait rien pour le résoudre devient une partie du problème.»

En tant que citoyen et assuré, l'attitude des assureurs-maladie m'a souvent laissé perplexe. En tant que politicien au sein de la FMH, j'ai critiqué les assureurs parce qu'ils reportaient sans cesse les solutions à des problèmes urgents. Et maintenant? Voilà que j'ai soudain la possibilité de faire avancer les choses dans ce secteur. Alors que faire? Continuer de critiquer ou empoigner les dossiers? Je me suis décidé pour cette seconde voie. C'est certainement risqué, mais c'est ce que signifie assumer une responsabilité.

Par cette décision, je ne me suis pas fait que des amis, précisément dans mon canton natal, le Tessin. Une attitude manichéenne ajoutée à de nombreux préjugés a rapidement culminé en une exigence: «Soit le Tessin, soit les assurances-maladie.» En Suisse romande également, certaines réactions ont été assez virulentes, suivant l'idée qu'on ne devrait pas danser avec son ennemi. En Suisse alémanique, j'observais un certain scepticisme, mais aussi un optimisme prudent: «Attendons de voir ce qu'il fera», y disait-on.

La cause de ces réactions souvent tranchées est aisée à définir. Il est dans l'air du temps que les assureurs-maladie soient par définition les «méchants», tandis que les fournisseurs de prestations appartiennent forcément à la fraction des «gentils». Le fait que je représente les deux parties – en plus de l'Etat – n'est pas bien compris partout. Dans une guerre, on est prié de choisir clairement pour quelle armée on se bat.

Pour que l'étatisation n'arrive pas d'elle-même

Toutefois, dans le cas de notre loi sur l'assurance-maladie (LAMal), la métaphore guerrière n'est guère adaptée. Avec l'introduction de la LAMal, la population suisse s'est bien prononcée pour des partenaires de négociation, et non pour des adversaires de négociation. Il s'agit donc clairement pour les parties impliquées d'apporter des solutions satisfaisantes aux

Correspondance:
Dr Ignazio Cassis, MPH
Via dei Lucchini 14
CH-6926 Montagnola

ignazio.cassis[at]parl.ch

Une idée largement répandue mais fausse: les «méchants» assureurs et les «gentils» médecins – en lieu et place de la confrontation, il convient de privilégier le dialogue et la collaboration.

problèmes rencontrés et ce par le biais de contrats réglant les détails de la collaboration et non ceux de la guerre. L'idée est que l'Etat s'occupe des conditions-cadres (libérales) et assume la surveillance du système, tandis que les fournisseurs de prestations et les assureurs-maladie collaborent comme de vrais partenaires, pour le bien des assurés et des patients. S'ils ne sont pas en mesure de le faire et que des blocages empêchent le développement du système, l'Etat doit alors intervenir. Les blocages de ce genre ont été trop nombreux dans le passé. Ce sont principalement les patients qui en subiront les conséquences négatives: le système sera entièrement ou partiellement étatisé, et cela indépendamment de la décision que prendront les citoyennes et citoyens quand ils se rendront aux urnes lors de la prochaine votation sur la caisse unique. L'étatisation arrive pour ainsi dire d'elle-même.

«J'estime que ma tâche en tant que président de curafutura consiste à rétablir le dialogue entre toutes les parties impliquées dans le système d'assurance-maladie.»

Ne pas mettre bêtement un bon système en danger

En conséquence, j'estime que ma tâche en tant que président de curafutura consiste à rétablir le dialogue entre toutes les parties impliquées dans le système d'assurance-maladie. Je souhaite parvenir à ce que nous parlions tous le même langage, que nous laissions les préjugés derrière nous et que nous nous engagions à ne pas mettre bêtement en danger les acquis qui font de notre système de santé libéral et compétitif l'un des meilleurs au monde. Cela suppose aussi que nous assumions notre responsabilité envers les assurés et les patients grâce à des modèles innovants de couverture des soins et non par la sélection des bons risques. Cela suppose également que nous nous défendions contre un système réglé jusque dans le moindre détail par le pouvoir politique et dominé par des fonctionnaires.

En tant que président de curafutura, je relève volontiers ce défi. Ce qui me motive? La conviction que nous avons tout en main pour réformer notre système de santé et que, face aux patients et aux contribuables, nous avons le devoir de nous attaquer à cette question capitale. Toutefois, une chose est sûre: je ne pourrai pas accomplir cette tâche seul. J'ai besoin du soutien des partenaires de négociation, des assureurs et des fournisseurs de prestations. Et j'ai besoin du soutien de tous les assurés qui croient en l'avenir d'un système de santé performant pour leur garantir la meilleure couverture médicale.